

## Il y a un an, le Lundi noir

Blog Fijery – Ndimby A. – 26/01/10

Il y a un an, Antananarivo connut ce qui allait être un des tournants de la crise, passé dans l'histoire sous le nom de « *Lundi noir* », le 26 janvier 2009.

La Radio nationale (RNM), de la Télévision nationale (TVM), des locaux abritant la section médias du groupe Tiko (MBS et le Quotidien), ainsi que le magasin Magro du groupe Tiko, furent pillés et incendiés par la foule. En fait, ces pillages débutèrent une série qui s'étala sur plusieurs semaines, et qui fit d'innombrables victimes parmi les établissements commerciaux : les magasins Courts, Score et Magro ; Zoom ; l'agence Air Madagascar et Trading Center (Analakely), Citic, Suprême Center, France Pub etc. Quelques tentatives furent mises en échec par le personnel et les forces de l'ordre à Galaxy (Ankorondrano), Shoprite (Ampefiloha) et Leader Price (Tanjombato).



*Jumbo, je t'aime trop : slogan publicitaire repris par les pillards ?*

**Au total, ces pillages firent plus d'une centaine de morts parmi les pilleurs**, prisonniers des flammes qu'ils avaient eux-mêmes allumés. Sincèrement, on se refusera à avoir une pensée émue pour eux. La mort de ces bandits, victimes de leurs propres turpitudes, fut par la suite utilisée par les statistiques de la propagande TGV, pour gonfler le nombre des victimes de la crise, et tenter de frapper les esprits avec « *des centaines de morts* ». Un mensonge éhonté pour dramatiser la crise, en créant l'amalgame entre les décès suite aux actes de répression légale, et ceux victimes de leur propre rapacité. Histoire de donner plus tard une rallonge statistique au nombre de morts sans doute jugé insuffisant le 7 février. Mais nous aurons la même réaction pour les pilleurs morts sous le toit des magasins qui s'effondre, que pour les abonnés du 13-Mai qui ont perdu leur emploi : *akorinao zay*.

**Ces pillages, tant ceux du Lundi noir que ceux qui ont eu lieu durant les semaines qui suivent, furent-ils commandités et organisés ?** Pour plusieurs raisons, on serait tenté de dire oui. Les témoins oculaires parlent d'une équipe de gros bras, armés d'outils, et dont la mission était de fracturer les portes des magasins, avant de s'effacer pour laisser les foules entrer. Les regroupements « *spontanés* » à proximité des établissements ciblés autorisent également à des questions.

Le fameux Lundi noir, les pillages ont profité d'une absence de réaction des forces de l'ordre. En effet, la veille, des diatribes enflammées menaçant les militaires de représailles sur leurs familles avaient eu lieu sur *Radio Viva*, lorsqu'un groupe de soldats se préparait à prendre l'émetteur dans la nuit du dimanche. Ces chroniques incendiaires ont donc créé un contexte de haine contre les forces de l'ordre, ce qui a fait que ses chefs n'ont pas osé les mettre face à la foule ce lundi 26 janvier. On connaît la suite. Marc Ravalomanana lui-même a affirmé par la suite que c'est lui qui avait donné l'ordre à l'armée de ne pas bouger. Cette information fut rapidement manipulée sur la Place du 13-Mai pour y faire croire à la foule de crédules que le régime de l'époque avait organisé ces pillages, et les avait protégés par une inertie de l'armée. Argument

ridicule et stupide, mais qui dans le contexte de propagande sans foi ni loi de la Révolution Orange, collait bien dans le décor.

**Qui a organisé le lundi noir ? On notera qu'aucune suite ne sera donnée aux innombrables plaintes : ni enquête sérieuse, ni arrestation.** Jean Théodore Ranjivason fut certes arrêté par le régime Ravalomanana comme un des cerveaux du pillage et de l'incendie de la RNM, mais on ne sait pas s'il y avait des faits derrière cet emprisonnement, ou si c'était juste une intimidation des leaders pro-TGV. Il fut libéré parmi les autres prisonniers dits politiques, lors de l'arrivée au pouvoir d'Andry Rajoelina. Les enquêteurs malgaches, très prompts à deviner en quelques jours les coupables des affaires de bombes artisanales, ont été incapables de dénouer l'écheveau des responsabilités du Lundi noir. Car s'il n'a fallu que quelques jours pour désigner les « *cerveaux* » des bombes, 12 mois n'ont pas suffi pour savoir qui a tiré les ficelles des pillages. On notera également que suite aux récentes manifestations des légalistes, la moindre détérioration de panneau de Doma Pub (groupe Injet) entraîne une célérité remarquable de l'enquête, avec en particulier l'arrestation du député Raharinaivo, accusé hâtivement d'en être le responsable. Il vaut mieux entendre cela que d'être sourd. Ce zèle partial de la gendarmerie, dont certain colonel est très motivé à se faire un prénom (en plus d'un nom rendu célèbre par autrui) sur le dos des légalistes, étonne. A leur corps défendant, notons toutefois que les stars médiatiques actuelles de la ZP n'étaient pas dans leurs fonctions actuelles en janvier 2009.

### A qui profite le crime ?

Ainsi faute d'enquête sérieuse effectuée par ceux qui étaient censés la faire, on ne saura pas la vérité sur ces événements du Lundi noir. Mais on est en droit de se poser la question classique des romans policiers : **à qui profitait le crime ?**

*Primo*, qui avait intérêt à déstabiliser l'autorité du gouvernement Rabemananjara, et montrer qu'il était incapable d'assurer l'ordre et la sécurité en plein centre-ville ?

*Secundo*, qui avait des mobiles de vengeance contre le groupe Tiko (magasins Magro, MBS, imprimerie BluePrint etc...), propriété de Ravalomanana qui avait tenté de nuire aux affaires du groupe INJET (on se souvient des bisbilles au sujet des panneaux trivision d'Injet et de la fermeture de Viva TV) ?

*Tertio*, qui avait intérêt à créer le sentiment d'insécurité suffisant pour faire croire que l'Etat avait perdu le contrôle et l'appui de la population ?

Et *quarto*, qui avait intérêt à motiver les troupes de population des bas quartiers qui étaient amenées à remplir quotidiennement la place du 13-Mai, et qui, en ayant accès à ces supermarchés libre-service et gratuits occasionnés par les pillages, retiraient un intérêt direct de la crise. Quelques jours après les pillages, on a vu sur les forums des commentaires pro-TGV enflammés qui justifiaient ces pillages par la légitimité d'une « *justice sociale* ». Des forumistes français y ont quant à eux vus « *les émeutes de la faim à la malgache* ». Visions ridicules que nous ne perdrons pas de temps à commenter.

A toutes ces questions, nous n'avons pas de réponse à écrire noir sur blanc. Mais comme dirait Florent Pagny, chacun a « *la liberté de penser* ».

Les premières faillites et les premiers chômeurs de la crise datent de ces pillages, et non de l'AGOA. Bien entendu, le pouvoir hâtif s'est empressé d'annoncer des mesures d'aide aux victimes, sans grande efficacité. Du folklore et du pipeau, comme ce qui se passera avec les mesures d'aide aux victimes de l'AGOA. Et ce fameux Lundi noir ne fut malheureusement pas le pire événement de la crise 2009. Quinze jours plus tard, les stratèges (si stratèges il y a) de la Révolution Orange organisèrent quelque chose de pire à Ambohitsirohitra. Au nom de la démocratie. J'ai regardé dans tous mes dictionnaires, mais je n'en ai vu aucun dans lequel démocratie était synonyme de machiavélisme.

Source : <http://fijery.wordpress.com/2010/01/26/il-y-a-un-an-le-lundi-noir/>